

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 2

Artikel: L'armée suisse sous les canons de la désinformation
Autor: Ottiger-Dumitrescu, Dan
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345384>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'armée suisse sous les canons de la désinformation

Par Dan Ottiger-Dumitrescu

«(...) les mass media sont l'instrument moderne idéal de manipulation de l'opinion publique.»

R. Mucchielli, 1976

Au mois de septembre 1982 se crée un «Gruppe für eine Schweiz ohne Armee» (GSoA)¹, de soit-disant pacifistes qui, en pleine guerre froide, considèrent «la suppression de l'armée comme une condition essentielle» et veulent «lancer dans ce but une ou plusieurs initiatives». Désirer l'abolition de l'armée n'est pas autre chose que vouloir démolir l'un des piliers de la société helvétique bourgeoise, un des buts que Lénine proposait dans les articles qu'il écrivait au début du siècle, pendant son exil en Suisse. Cette stratégie, il l'appelle d'ailleurs «l'utilisation (...) du droit d'initiative (...) pour développer la propagande en faveur de la transformation socialiste de la Suisse².»

Pour la période qui précède la votation du 26 novembre 1989 (initiative dite «Pour une Suisse sans

armée») Olivier Jornot³ a mis en exergue divers aspects de la désinformation véhiculée par les colombo-philés de service: l'armée est un «mal nécessaire», mais tout de même un «mal»; les oui seront ultra-minoritaires (on vise ainsi la démobilisation des partisans de l'armée, on veut endormir leur vigilance); le débat est utile, une affirmation qui sert en fait à camoufler les violentes attaques contre l'armée.

Même si le souverain s'est prononcé clairement contre la suppression de l'armée, les fabricants de désinformation⁴, à l'instar de leurs confrères de l'Est, les «fonctionnaires de la Vérité⁵», vont métamorphoser les vaincus en vainqueurs! Une pratique totalitaire qui, bien entendu, n'a rien à voir avec une information saine.

Divers aspects de la désinformation

Une vaste constellation d'«illuminés» diffuse depuis des années des messages stéréotypés, destinés à exciter et à conditionner, qui prennent invariablement l'armée pour cible. Diverses techniques ont été utilisées:

1. *Campagnes de dénigrement.*— Certaines prétendues affaires des années 1990 et 1991, par exemple les «fiches», les organisations «P-26» et «P-27», le «show» Jeanmaire-Denis-senko, orchestré à Moscou en octobre 1991.

2. *Image caricaturale de l'armée.*— De nombreux articles et dessins de presse, par exemple dans *Le Matin* ou dans *L'Hebdo*, où l'on suggère, soit une filiation entre l'armée et le nazisme

¹ L'«appendice romand», le GSsA n'apparaîtra qu'après le 26 novembre 1989.

² «Les tâches des Zimmerwaldiens de gauche dans le parti social-démocrate suisse», Œuvres, tome 23, 1959.

³ Revue Militaire Suisse, 5/1989.

⁴ L'expression «fabricants de désinformation» appartient à Alexandre Soljénitsyne.

⁵ Selon l'expression du journaliste hongrois Paul Lendvai.

ou le fascisme, soit une incapacité totale du commandement, soit la plus complète indifférence pour la vie des soldats.

3. *Refus de la notion d'ennemi.* – Dans le *New York Times* du 3 décembre 1987, Guéorgui Arbatov, membre du Comité central du PCUS, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, conseiller de Gorbatchev, sort de sa hotte un superbe cadeau pour les Occidentaux: «Nous avons une 'arme secrète' (...) nous allons priver l'Amérique d'ennemi». Partant, le titre «Armée cherche ennemi», dans *Le Matin* du 11 octobre 1990, s'inscrit dans la logique des illusionnistes de l'arène politique. Qui plus est, certains journalistes vont se ridiculiser à l'extrême en niant les plans agressifs du Pacte de Varsovie!

Avant le test de juin 1993: la mise en condition

Dans la perspective de la votation de juin 1993, trois camps croisent le fer: les partisans d'une défense nationale crédible, le bloc GSsA-ARNA (sympathisants compris), une grande partie des médias, les naïfs et, finalement, les indifférents⁶. Le GSsA-ARNA inspire une confiance inébranlable à une majorité de journalistes, si l'on en juge les informations



L'armée selon Barrigue (dessin d'octobre 1985).

scandaleusement partisans diffusée par ces derniers. Comme le succès de l'initiative «40 places d'armes, ça suffit!» leur paraît garanti, notamment après la victoire du 6 décembre

1987 à propos des marais de Rothenthurm, la manipulation des esprits va avoir comme but principal le refus d'une défense aérienne crédible. On recourt à cinq procédés de manipulation.



LE GSSA À CÔTÉ DE LA CIBLE

Notre armée a toujours eu ses détracteurs, de bonne ou de mauvaise foi. De bonne foi, quand, par pur idéal, il s'agit de faire la guerre à la guerre. Encore que l'armée suisse soit essentiellement défensive et que son existence n'ait jamais constitué une menace pour quiconque.

Par ailleurs, s'il est bel et bon de pleurer sur la bêtise des hommes qui les conduit à s'entre-tuer, encore faut-il distinguer les larmes de crocodiles de celles des pacifistes sincères. N'y a-t-il pas jusqu'aux religions qui ont vocation d'amour et de paix, au

reste le même, en dépit de la faillite consommée de la doctrine de référence. Hier, fort proches, à tout le moins intellectuellement, des régimes socialistes dits populaires disparus aujourd'hui, nos têtes pensantes de gauche n'ont jamais eu le courage ne serait-ce que de suggérer aux camarades de l'Est de réduire leurs colossaux moyens militaires.

En revanche, ils s'acharnent, encore et encore, sur l'armée de leur propre pays, dont personne à l'étranger ne réclame le sabotage, et pour cause.

A défaut d'arguments ra-

millitaires. Partant de cette spéculation optimiste, les «pacifistes» du GSsA et leurs émules laissent entendre qu'une armée d'opérette suffirait à la Suisse.

Cela revient à prétendre que les Etats européens, dont ceux comparables à la Suisse tels la Suède, la Finlande, le Danemark et d'autres qui modernisent leurs armées de l'air, certains en acquérant le FA 18, sont dirigés par de dangereux fauteurs de guerre, dispersant par ailleurs les fonds publics.

Si l'espoir d'une paix universelle est toujours présent et

Dans le canton du Jura, seule La Semaine Jurassienne a fait campagne pour le F/A 18...

⁶ Il y a une différence entre les indifférents, qui malheureusement ne se déplacent pas aux urnes, et les abstentionnistes, qui s'y rendent mais qui votent blanc.

1. La désinformation par occultation

– Cacher l'activité subversive du GSsA qui diffusa dans les casernes des journaux (*Denkzettel*, *Panzerknackers*) et des tracts (*L'armée, pas d'issue de secours?*).

– Passer sous silence le double langage du GSsA et de ses partisans. D'une part, *Une Suisse sans armée* 15/1992 titre «L'abolition de l'armée est plus que jamais nécessaire» et, d'autre part, on invoque publiquement le moratoire, évitant toute allusion à d'autres initiatives contre l'armée⁷.

– Celer les incidents d'inspiration totalitaire provoqués par les partisans du GSsA pendant certains débats publics. Ainsi, le 6 mai 1993, au Salon du livre à Genève, notre microphone fut-il débranché au moment où nous formulions des critiques à l'adresse du GSsA, mais les journalistes présents, dont Frédéric Montanya de *La Suisse*, modérateur du débat, éviteront d'informer leurs lecteurs de cette pratique «démocratique».

– Taire la falsification flagrante de certaines affiches du Comité romand contre une Suisse sans protection, par exemple à Fribourg.

2. Médiatisation choquante des «500 000 signatures récoltées en un temps record». A part, les 181 707

homologuées, qui en a vérifié le reste?

3. Dénigrement de l'armée et du chef du Département militaire fédéral

A cet égard, certains journalistes adoptent ouvertement un style identique à celui du GSsA avec leurs tentatives de briser la cohésion nationale: «Un nouvel avion pour les militaires» (*L'Hebdo*, 12 décembre 1991); «La cote du joujou à Villiger est au plus bas (...)» Le DMF, lui, envisage de lancer une initiative pour supprimer le peuple (*Le Matin*, 5 avril 1993), message qui ressemble fort à «quelques colonels s'offrent de luxueux et meurtriers jouets» (*Une Suisse sans armée*, 15/1992); «Kaspar Villiger le mal aimé, le mal élu» (*L'Hebdo*, 12 décembre 1991); des attaques comme «Il ne sait pas très bien ce qu'il veut, «Chef militaire sans trop de conviction», «Il se trompe d'objectif» (*Bilan* 6/1993) rejoignent celles du GSsA, «Villiger et d'autres représentants du militarisme 'made in Switzerland'», «Si Villiger était à sa fenêtre, il devait en baver, puisque lui, il n'aura pas son joujou!», «Notre Kaspi national» etc.

4. Désinformation de diversion

Elle consiste à attribuer à l'adversaire ce que l'on fait soi-même. Le GSsA, tout en déployant une activité fébrile de subversion, n'hésite



Fribourg, 5 juin 1993. Une affiche truquée par les partisans de l'initiative. A l'origine, il y avait en haut «Personne n'est à l'abri», en bas «Le 6 juin 1993. Non et Non à un avenir sans protection». (Photo D. D.)

pas à accuser le Département militaire fédéral de «faire de la propagande»! Bien entendu, divers journalistes reprennent illico ce thème: «Le DMF joue entre 'informagande' et 'propagation'» (*Le Nouveau Quotidien*, 31 mars 1993), «L'armée navigue entre information et propagande» (*La Liberté*, 4 avril 1993) etc.

5. Grondement continu de sondages grossièrement tronqués

Deux jours après le sondage du 2 avril 1993 (*Le Matin*, 10 vor 10 et *Berner Zeitung*), le colonel Louis Gilliéron, président du CRDC, nous précise: «S'agissant d'une disposition

⁷ «Les nouvelles initiatives passées en revue: ça grouille d'idées», *Une Suisse sans armée*, 16, 1992/1993.



Le Matin, 2 avril 1993.

constitutionnelle, l'issue de l'initiative du GSsA est subordonnée à la double majorité, du peuple et des cantons. Or, sur ce dernier point, le sondage est muet! Simple oubli ou inadvertance? Non, car, chaque fois (les 16 et 30 avril, les 14 et 28 mai), le «manipulomètre» du *Matin* élude méthodiquement les intentions de vote des cantons, comme il ressort également des résultats publiés le 13 mai 1992.

Les fabricants de sondages tronqués ne testent jamais les Tessinois, car cela impliquerait évidemment l'extension des sondages à tous les autres cantons suisses, majoritairement opposés à l'initiative du GSsA. Voilà une situation bien embarrassante qui aurait obligé les journa-

listes-activistes à modérer tant soit peu les attaques furibondes lancées contre l'armée et les autorités civiles après chaque sondage. Or le but final est un conditionnement convenable qui assure la victoire du GSsA. Il faut donc employer les mêmes méthodes que les «statisticiens démocrates» des pays communistes: tromper l'opinion publique.

C'est la raison pour laquelle ni le Tessin ni les autres cantons suisses ne sont sondés lors de la gigantesque manipulation appelée pudiquement «thermomètre du scrutin». Pour la votation sur l'EEE, le 14 septembre 1992, *Le Matin* a cependant publié un sondage qui portait aussi sur les intentions de vote des cantons!

Des désignations telles «Les Helvètes», «Le peuple», «Trois quarts des Suisses», «Nos concitoyens», «Vox populi», toujours réservées à quelques centaines de personnes favorables à la bonne cause, en l'occurrence celle du GSsA, constituent également une mystification grossière. Comment peut-on qualifier le «sondage exclusif» publié dans *L'Objectif fribourgeois* (16-29 avril 1993), qui estime à 57,9% les «Gruériens» favorables à l'initiative du GSsA? «Les Gruériens, en tout cas, sont clairement opposés à l'achat des avions de combat», précise-t-on, alors que le soir du 6 juin, le district de la Gruyère se prononcera à 56,3% contre cette initiative! Que dire aussi des journaux, comme *La Liberté*, *l'Est-Vaudois Riviera*,

Der Bund/BRRI, qui reprennent instantanément la bonne nouvelle fabriquée par le bimensuel fribourgeois, sans toutefois se poser la question s'il s'agit d'un sondage effectué correctement ou d'un tirage de la loterie. Que dire enfin du titre «Sondage. Vote contre

l'armée» dans *La Suisse* du 7 juin 1993, alors que n'importe quel imbécile honnête aurait titré «Vote sur l'armée».

Les deux initiatives pernicieuses contre l'armée ont été clairement rejetées, à la double majorité, cela mal-

gré le forcing fait par certains médias, les partisans du «Oui à l'armée, non aux nouveaux avions de combat» et le GSsA⁸. Mais pour combien de temps, l'armée subira-t-elle sans broncher les canons de la désinformation?

D. O. D.

⁸ J'ai placé sciemment le GSsA en troisième position, car «sa» pression ne s'est fait ressentir qu'indirectement; plus précisément grâce à l'appui apporté par certains médias et la «troisième force» dont l'impact dans la population fut autrement plus efficace que l'auraient été les seuls agissements du GSsA.

Il faut aider l'ex-Union soviétique

L'un des nouveaux défis de cette fin du XX^e siècle réside pour les pays occidentaux dans leur capacité à maintenir, par une aide ciblée, un niveau économique suffisant dans les républiques de l'ex-Union soviétique, surtout en Russie, s'ils veulent éviter les risques majeurs de conflits internationaux découlant d'une dégradation de la situation dans la Communauté des Etats indépendants. Voilà en substance la thèse défendue devant la Société des officiers de Neuchâtel en décembre dernier, par le brigadier Fritz Stoeckli, commandant de la brigade frontière 2, un expert reconnu des problèmes stratégiques en Europe centrale et de l'Est, récemment nommé représentant de la Suisse au conseil scientifique de l'Association européenne pour l'aide aux scientifiques de l'ex-URSS.

La fin de la guerre froide a réduit les risques de conflits entre l'Est et l'Ouest, mais les capacités de l'armée russe n'ont été que peu entamées par la crise. Si les technologies civiles accusent un retard considérable, la recherche militaire et les programmes d'armement se poursuivent. Les derniers produits, le char *T-80* ou l'avion de combat *Mig-31*, n'ont pratiquement pas d'équivalent dans le monde occidental et ils commencent à être introduits à la troupe. Il serait faux de sous-estimer la puissance militaire russe. Les troubles intérieurs pourraient donc déborder les frontières du pays, un danger croissant sur les flancs de l'Europe.

La Russie court le risque de basculer dans le tiers monde. La production a chuté de 45% entre 1990 et 1993; l'inflation, en septembre 1993, atteint 4300%

par rapport à décembre 1991 et les salaires chutent, tandis que ressurgissent des conflits ethniques. De gigantesques problèmes écologiques ne cessent de se révéler depuis 1989. La Russie possède pourtant des atouts pour redevenir une véritable puissance, mais il lui faut du temps et, surtout, de l'aide. L'émigration des cerveaux a pris des proportions effrayantes. En Russie, les deux tiers de la recherche sont consacrées au domaine militaire. C'est là qu'on trouve le niveau technologique et scientifique le plus élevé. Une conversion s'avère indispensable, mais difficile à réaliser si l'on veut exploiter au mieux les ressources existantes. Une aide bien conçue contribuera à instaurer une plus grande stabilité politique.

***L'Express*, 6.12.93 + RMS**